

Voici le communiqué voté et diffusé ces derniers jours par le bureau de l'Association Française d'Etudes Américaines (AFEA).

Mathieu Duplay, Président de l'AFEA

Communiqué du bureau concernant les élections législatives

La crise politique qui s'est ouverte avec la dissolution de l'Assemblée Nationale et l'annonce d'élections législatives anticipées est lourde de menaces, pour l'Université mais aussi pour la société française dans son ensemble. Désormais possible à brève échéance, l'arrivée au pouvoir de l'extrême-droite mettrait gravement en péril les libertés académiques indispensables à l'exercice de nos missions d'enseignement et de recherche.

La mise en œuvre d'une politique dite de « préférence nationale », qui trouve sa source dans l'ADN xénophobe et raciste des partis d'extrême-droite, aurait des effets dramatiques pour toutes les personnes actuellement présentes sur notre territoire sans être titulaires de la nationalité française, dont beaucoup d'étudiant·e·s, d'enseignant·e·s et de membres du personnel administratif de nos établissements. Les déclarations récentes du président du RN indiquent que cette menace pèse aussi sur les personnes « d'origine étrangère » et sur les personnes binationales, autant d'éléments qui rappellent que, malgré l'entreprise de dédiabolisation, le RN a une longue histoire indissociable des chapitres les plus sombres de l'histoire de notre pays.

Les atteintes prévisibles aux droits des femmes et à ceux des personnes LGBT+ créeraient ou accentueraient des inégalités et des discriminations incompatibles avec les principes républicains et humanistes qui guident notre action dans le cadre de nos missions de service public. Comme l'indiquent les votes des député·es RN lors de la précédente mandature, les libertés syndicales ainsi que les droits durement acquis à la protection sociale seraient menacés par un gouvernement d'extrême-droite. D'une impérieuse nécessité alors que la crise écologique ne cesse de s'aggraver, la défense de l'environnement serait abandonnée, ce qui aurait des conséquences incalculables pour notre planète et, à terme, pour la survie de la

biosphère. La société tout entière se verrait privée du droit de s'opposer à un régime autoritaire, irrespectueux des droits politiques et civiques les plus élémentaires.

Lieux de la pensée libre et critique, les universités, déjà affaiblies par un sous-financement chronique, seraient assurément parmi les premières cibles d'un gouvernement d'extrême-droite.

Le bureau de l'AFEA s'alarme de cette situation inédite depuis 1945 et appelle chacun-e à prendre la mesure de la menace qui pèse aujourd'hui sur notre pays, bien au-delà des frontières de la communauté universitaire. Il encourage ses membres à voter et à faire voter contre le RN lors des élections des 30 juin et 7 juillet prochains. Il appelle la classe politique ainsi que la société civile dans son ensemble à mettre tout en œuvre pour éviter que les élections législatives, censées être un moment phare de notre vie démocratique, ne soient en 2024 le prétexte à son anéantissement.